

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > Union européenne & co. (hors France) > Santé (UE) > **La lutte pour la santé publique à Madrid. Oui, nous pouvons ! Mais comment (...)**

# **La lutte pour la santé publique à Madrid. Oui, nous pouvons ! Mais comment pouvons-nous y arriver ?**

vendredi 16 août 2013, par [JAEN Jesús](#) (Date de rédaction antérieure : 24 juin 2013).

Sommaire

- [La racine du problème : \(...\)](#)
- [Une réponse sur tous les \(...\)](#)
- [Oui, nous pouvons ! Mais \(...\)](#)

Une année s'est écoulée depuis qu'a commencé une véritable bataille pour défendre la santé publique universelle et publique. Je vais essayer d'analyser la situation et formuler quelques propositions.

## **La racine du problème : l'appropriation privée de la santé publique**

L'ivresse du PP (Parti populaire) lors de sa victoire aux élections générales (élections anticipées de 2011), qui lui offrait la majorité absolue au Congrès des députés, a donné des ailes à son secteur le plus ultraconservateur (les Néocoms made in Spain) pour lancer une offensive contre les services publics et, plus concrètement, contre le secteur de la santé. Le gouvernement de Mariano Rajoy approuvait pour commencer le Décret royal 16/2012 qui brisait le principe de l'universalité du système national de la santé. Puis, le gouvernement de la Communauté de Madrid approuvait la privatisation des 26 catégories du personnel non sanitaire. Nous sommes alors en été 2012.

La bombe éclatait le 30 octobre 2012 quand Ignacio González, le président de la Communauté de Madrid, présentait lors d'une conférence de presse, le Plan de durabilité du système de santé de Madrid. Joint au Décret royal évoqué ci-dessus, c'est la plus grande attaque à ce jour contre le système sanitaire public. C'est un saut qualitatif qui entraîne la privatisation des soins pour un tiers de la population de la Communauté de Madrid. [1].

C'est ainsi qu'a commencé la plus grande bataille pour l'appropriation des services publics en faveur des entreprises privées. Le fonds sous-jacent à cette lutte n'est rien d'autre que le transfert de considérables ressources publiques vers le secteur privé. Comme le dit le professeur David Harvey nous vivons un processus mondial d'Accumulation par Dépossession qui voit les élites économiques, principalement le capital financiarisé (comprenant les grands fonds d'investissement situés dans des paradis fiscaux) tenter de spolier la majorité de la population en utilisant tout son pouvoir (marchés financiers, institutions supranationales ou nationales).

Dans ce contexte mondial s'inscrit le vol de ce qui est public de la part d'entreprises et compagnies privées comme Capiro [2], Sanitas [3] ou Ribera Salud [4]. De son côté, le PP assure la fonction de chien d'attaque, mais en échange de quoi ? Et bien de tout ce que nous avons déjà pu voir durant

toutes ces années : les donations au PP faites par des entreprises qui ont été révélées par les papiers de Bárcenas, l'ancien trésorier du PP aujourd'hui en prison [avec les implications qui en découlent pour son ami Rajoy]. Entre autres les donations de la part des entreprises qui construisent les nouveaux hôpitaux ; la trame Gürtel [5].

## Une réponse sur tous les fronts

Le conflit de la santé publique a passé par diverses phases. Elles ont vu les acteurs sociaux ou les protagonistes se transformer selon les rapports de force ou d'autres facteurs comme la fatigue, l'épuisement ou les initiatives de la population qui surgissaient de tous les côtés comme les marées [Marea blanca, nom donné à la mobilisation du personnel et des usagers de la santé], la consultation citoyenne et tant d'autres formes d'action. Résumons grosso modo les différentes étapes :

- Durant l'été 2012 ont commencé les premiers symptômes de lutte, suite à l'approbation du Décret royal 16/2012 et la privatisation des 26 catégories professionnelles non sanitaires. Ont été organisées des occupations, des campements, des concentrations et des assemblées dans les grands hôpitaux de Madrid, convoquées par la Coordination des Hôpitaux et Centres sanitaires. Bien que ces manifestations ne fussent pas aussi massives que celles qui vinrent ensuite, elles révélaient déjà l'activité d'une avant-garde de travailleurs et travailleuses, des associations comme la FRAVM [6], le mouvement du 15M, Médecins du Monde ou des associations d'immigrés. C'était la phase de préparation et d'accumulation de forces.

- Le 1<sup>er</sup> novembre 2012 commençait l'explosion à l'Hôpital de la Princesa [7] et dans les nouveaux hôpitaux, avec des occupations qui se sont étendues ensuite à 150 centres de santé et 23 hôpitaux publics de toute la communauté de Madrid. De son côté, un nouveau syndicat de médecins, AFEM [8] lançait avec succès une grève de durée indéfinie à laquelle participait son propre collectif et qui a touché aussi les nouveaux hôpitaux (les six destinés à la gestion privée). Le résultat de cette mobilisation fut la fondation de PATUSALUD [9] comme expression de l'auto-organisation et de la capacité à surmonter le bureaucratisme qui règne dans les vieilles organisations syndicales du secteur, anesthésiées par les accords et les subventions des administrations. Il s'est formé également la Table ronde de la Santé (Mesa de la Sanidad) qui est un front commun de la majorité des organisations qui, chacune selon ses principes et aux endroits où elles se trouvent, se battent pour la défense du modèle sanitaire. Cette première phase s'est terminée plus ou moins au moment de la publication et approbation par l'Assemblée de Madrid du fameux plan de durabilité. La caractéristique la plus importante de cette phase est qu'elle marque le sommet de l'affrontement, qui oppose principalement les travailleurs au gouvernement régional.

- La troisième phase, vers le début de l'année 2013, a présenté des caractéristiques différentes. Les marées et les manifestations ont diminué petit à petit et les travailleuses et travailleurs du secteur ont passé à un deuxième plan. Une fois que le Plan de durabilité a été approuvé, on a commencé à voir un affrontement dans lequel les acteurs sociaux et les pouvoirs se sont modifiés. Le mouvement citoyen (imprégné jusqu'à la moelle par la défense de la santé universelle et publique) et les mouvements sociaux commencent à jouer un rôle plus important de protagonistes. La cause en est que les usagers perçoivent la lutte d'une manière différente des professionnels du secteur. En même temps, l'axe de l'affrontement se déplace, lui aussi, vers un autre objectif : l'ennemi n'est plus seulement les administrations mais également les entreprises ou le capital privés. Le conflit devient moins corporatiste et plus socio-politique mais s'affaiblit pour ce qui est de la participation des travailleuses et travailleurs de la santé.

- Le fruit de cette troisième phase, au début de l'année 2013, a été la consultation citoyenne pour la

santé publique qui va marquer une ligne entre un avant et un après. Le succès impressionnant de la consultation s'est exprimé tant dans les résultats (un million de votants) et deux mille personnes qui se sont déclarées responsables, vingt mille volontaires, et deux cents collectifs. En même temps ont eu lieu deux faits qui sont la conséquence des processus antérieurs : les grèves convoquées dans le secteur de la santé contre la publication des cahiers des charges furent un échec. En effet, le rôle d'avant-garde de la lutte n'est plus assumé par les professionnels du secteur mais par les mouvements sociaux et par les citoyens. En même temps, les recours juridiques et les contestations politiques au travers des institutions remportent quelques victoires timides, comme l'acceptation des recours par les juges ou par le Tribunal constitutionnel (le recours en inconstitutionnalité de la Loi de durabilité ; les plaintes déposées pour prévarication dans la gestion des trois hôpitaux totalement privatisés, etc.) S'ouvre ainsi une nouvelle étape postérieure à la consultation citoyenne, avec un processus politique ou juridique dans lequel les gens conservent leur enthousiasme et leur espérance d'en finir avec les plans de ce gouvernement.

### **Oui, nous pouvons ! Mais comment peut-on ?**

Un des slogans les plus criés dans cette lutte, c'est « Oui, c'est possible ! » Ce qui était hier un désir, puis ensuite une forte volonté, s'est aujourd'hui converti en une probabilité.

Mais ce n'est pas du tout facile pour nous. Le rapport des forces au niveau mondial ne nous aide pas, parce que malgré l'énorme réaction sociale qui a lieu dans notre pays, il n'a pas été possible de casser l'épine dorsale d'un gouvernement qui, bien qu'il perde de son appui social, garde intact le soutien des grands lobbies du capital (les entreprises de l'Ibex 35 - indice boursier des 35 plus importantes sociétés de l'Etat espagnol en termes de capitalisation boursière), des médias, dont l'immense majorité est au service d'idéologies ou programmes néolibéraux, et de l'Eglise catholique (ses offensives contre l'avortement ou la nouvelle loi de l'éducation basées dans des conceptions ultramontaines).[[Le mot ultramontain désigne ce qui est au-delà des Alpes, c'est à dire le Vatican à Rome. Il a pris, depuis le XVI<sup>e</sup> siècle, le sens de catholiques conservateurs obéissant à Rome, par opposition à ceux qui suivent une orientation autonome propre au pays (par exemple, *gallican* en France).

Malgré tout, dans le conflit sur la santé publique se sont mis en marche des mécanismes qui n'étaient pas présents dans la Marée verte des enseignants, mais par contre, par exemple, dans le mouvement contre les expulsions et saisies de logements. Je me réfère à un soutien très majoritaire à la santé publique et à la lutte pour le logement. C'est comme si la société nous disait : nous en avons assez de perdre des droits et nous n'allons pas permettre qu'on nous en vole encore d'avantage.

Est-ce possible de gagner cette bataille ? Oui, tant que la lutte se maintient sur tous les fronts où elle a eu lieu : le social, le politico-institutionnel, le judiciaire et le lieu de travail. Et sur chaque front nous devons occuper notre poste de combat dans cette « guerre sociale » que les élites politiques et financières nous ont déclarée. Il n'est pas nécessaire que toutes et tous, nous partagions les mêmes principes, mais bien que nous soyons plus ou moins conséquents avec la raison d'être de chacun et chacune.

Nous n'allons pas demander aux uns qu'ils soient assembléistes s'ils ne l'ont pas été et ne vont pas l'être, mais nous pouvons leur demander qu'ils fassent obstacle à leur manière aux plans du gouvernement. Que personne n'abandonne le bateau ! Ou, ce qui est la même chose : Que personne ne se détache de cette lutte !

Par exemple : que l'AFEM continue de développer ses recours juridiques qui ont donné tant d'espoir

à tant de personnes. Que les « Marées blanches » ne soient instrumentalisées par personne et qu'un grand accord puisse être conclu afin que les grandes manifestations ne se transforment pas en une guerre des banderoles, des sigles et des emblèmes. Que le mouvement engendré par la consultation citoyenne continue de faire pression par le moyen de motions dans les Conseils municipaux et les Conseils de district jusqu'à arriver à Bruxelles. Que les élus municipaux et députés de l'opposition ou tous ceux qui sont disposés à s'engager en faveur de la santé publique continuent leur action politique pour harceler et acculer la mafia du PP.

Ce mouvement que nous avons créé est divers, puissant et pluriel. Nous avons pu vérifier que beaucoup de citoyens nous observent. Les mouvements sociaux ont le regard fixé sur le résultat de notre bataille parce que beaucoup de choses peuvent en dépendre. Ne sommes-nous pas aussi attentifs à ce qui se passe avec la lutte dans d'autres secteurs ou d'autres provinces ?

La situation est complexe et particulière. Le million de votant·e·s que nous avons réunis de manière artisanale, et sans autres moyens qu'une poignée d'euros, lors de la consultation du 5 mai au 10 mai, nous a envoyé un message. Vous ne pouvez pas arrêter maintenant !

Il y a un point d'inflexion dans le calendrier avant et après la consultation. Ce point a marqué la possibilité d'une nouvelle réorganisation du mouvement en défense de la santé publique. C'est le moment de tourner la page et que chacun agisse en conséquence et en syntonie avec les principes que nous défendons. Saurons-nous être à la hauteur ? (Juin 2013)

## **Jesus Jaén**

**PS.** Depuis le mois de juin, quelques indications montrent la poursuite de l'offensive. Ainsi, le prix à payer, dans les Communautés de Castilla-La Mancha, pour des personnes sans accès aux soins de santé, sera de 81 euros ; et de 236 euros pour les urgences (MATS, 8 août 2013). Les transferts vers les cliniques privées qui reçoivent des allocations du budget du Service Madrilenos de Santé (Sermas) ont augmenté de 55% en 2012.

---

## **P.-S.**

\* Notes et traduction de A L'Encontre. <http://alencontre.org/>

\* Jesus Jaén est membre du Mouvement assembléiste des travailleuses et travailleurs de la santé (Movimiento asambleario de trabajadoras·as de sanidad). Cet article a été publié dans sur le site vientosur.info, le 8 juin 2013.

---

## **Notes**

[1] Voir l'article du *British Medical Journal* du 13 juin 2013, « [L'austérité va-t-elle démanteler le système sanitaire espagnol ?](#) » disponible sur ESSF (article 29500).

[2] Le groupe Capiro Salud a repris son nom ancien de IDC Salud ( Iberia de Diagnostico y Cirujia) en 2011 quand il a été racheté par un groupe d'investisseurs à la multinationale suédoise qui l'avait acheté en 2005. C'est le plus grand groupe privé actif dans la santé en Espagne. C'est à lui en particulier qu'a été confiée par le gouvernement de la Communauté de Madrid la gestion de

quatre hôpitaux publics (Fundación Jiménez Díaz, Infanta Elena de Valdemoro, Rey Juan Carlos de Móstoles, et celui de Collado Villalba qui reste fermé à cause des coupes budgétaires). Il gère aussi l'Hôpital général de Catalogne. Environ 75% de ses rentrées d'argent proviennent de budgets publics.

[3] Sanitas est le plus grand groupe d'assurances maladie et services sanitaires d'Espagne. Les assurances ont été traditionnellement sa principale activité, mais il possède aujourd'hui 120 cliniques dentaires, 40 résidences pour personnes âgées, 3 hôpitaux et 21 centres de wellness. La Communauté de Valence et celle de Madrid, toutes deux gouvernées par le PP, lui ont confié la gestion des hôpitaux publics de Manises, respectivement de Torrejón. Sanitas appartient depuis 1989 au groupe britannique BUPA (British United Provident Association) présent dans les services sanitaires de 190 pays.

[4] Le groupe valencien Ribera Salud a été fondé en 1997 pour se spécialiser dans la concession par les gouvernements de la gestion d'hôpitaux publics. Il gère actuellement dans la Communauté valencienne les hôpitaux publics de Alzira, Torrevieja, Dénia et Vinalopó ainsi que le Service de Résonance magnétique au travers de la société Erescanner. A Madrid lui a été concédé la gestion du Laboratoire central de San Sebastián de los Reyes.

[5] Gürtel (ceinture en allemand) est le surnom donné à un réseau d'entreprises appartenant à Francisco Correa (courroie en espagnol) qui font l'objet depuis février 2009 d'une enquête pénale pour corruption, fraude fiscale, blanchissement d'argent et trafic d'influences. Jusqu'à son écartement en avril 2010, le juge instructeur en avait été Baltasar Garzón. L'enquête est toujours encore ouverte à ce jour. Francisco Correa a été en prison depuis février 2009 jusqu'en juin 2012 et depuis lors il est assigné à résidence. Ses sociétés recevaient d'administrations locales et régionales gouvernées par le PP des mandats divers tout en versant des sommes à divers de ses membres et elles sont accusées d'avoir financé illégalement des sections locales et régionales du PP.

L'affaire, extrêmement complexe, riche en révélations par la presse opposée au PP, en rebondissements, en dénégations solennelles par les dirigeants du PP, et en aveux de comparses, membres du PP aussitôt démissionnaires ou expulsés du parti, n'a cessé d'opposer le PP à une partie de la magistrature. Plusieurs membres du PP ont été mis en examen.

L'enquête a abouti, en particulier, en juillet 2011 à la démission du président du gouvernement de la Communauté de Valence, Francisco Camps. En juillet 2009, elle avait conduit à la démission du trésorier du PP, Luis Bárcenas, comme trésorier d'abord, puis comme sénateur, puis finalement en avril 2010 comme membre du parti. Bárcenas a été mis en prison préventive en juin 2013, après la découverte des millions qu'il possédait en Suisse et l'accusation documentée, portée contre lui par El País, d'avoir géré de 1990 à 2009 une comptabilité B, illégale, du PP.--, ou la fameuse « porte tournante » d'entrée et sortie des politiciens vers les entreprises concessionnaires des services sanitaires comme l'ont été les cas de Lamela ou Güemes [[Manuel Lamela et Juan José Güemes ont été membres du gouvernement de la Communauté de Madrid, « conseillers » chargés de la santé ; Lamela de 2003 à 2007 et Güemes de 2007 à 2010. Tous les deux font l'objet d'une plainte pour décisions arbitraires dans la concession de mandats publics, faux dans les documents, et malversations de fonds publics. La plainte a été déposée par la AFEM et soutenue par tous les groupes politiques de l'Assemblée de la Communauté de Madrid autres que le PP, qui est majoritaire depuis deux décennies. Le juge d'instruction no.4 de Madrid a accepté la plainte le 21 juin dernier et il a ouvert une procédure pénale et convoqué Lamela et Güemes en qualité d'accusés.

Lamela, « un maître de la porte tournante » selon El País, est salarié de plusieurs entreprises et

fondations du secteur privé de la santé et, entre autres, d'une des entreprises du groupe privé UTE à qui il avait lui-même concédé la gestion de l'hôpital public du Tago qu'il avait inauguré.

Güemes, quant à lui, est aujourd'hui membre du Conseil d'administration du groupe suisse Unilabs qui a acheté en 2012 55% du capital de UTE, composé par le groupe Balaqué et Ribera Salud. Güemes, quand il était au gouvernement de la Communauté de Madrid, avait fermé les laboratoires d'analyses des hôpitaux publics et adjugé la concession des analyses cliniques de six hôpitaux publics en 2009 à l'entreprise Balaguer, en écartant la candidature de Unilabs. Mais en novembre 2012, Unilabs a racheté Balaguer.

Lamela et Güemes ont présidé entre 2004 et 2010 à la construction de huit nouveaux hôpitaux publics, dont celui du Roi Juan Carlos de Móstoles, celui de l'Infante Elena à Valdemoro, et ceux de Torrejón et Collado Villalba. Ces quatre ont été construits comme « hôpitaux de collaboration public-privé (CPP) », dont la gestion est concédée pour trente ans à l'entreprise privée qui reçoit chaque mois du budget public de la Communauté une dotation par habitant de son aire de compétence.

[6] Federación regional de asociaciones de vecinos de Madrid, Fédération régionale des associations de quartier de Madrid.

[7] Le 31 octobre 2012, la publication du Plan de durabilité à la veille d'un pont suscite dans le vénérable Hôpital de la Princesse, un des quatre hôpitaux universitaires de Madrid, une réaction spontanée du personnel. Les syndicats traditionnels ont cru contrôler le mouvement en convoquant une occupation tout en mettant en avant une négociation entre le Conseil des chefs de services et le gouvernement de la Communauté de Madrid. Mais le mouvement a échappé au contrôle des syndicats et s'est étendu à plusieurs hôpitaux madrilènes. C'est que le 17 octobre, une assemblée de la Coordination des hôpitaux et centres de santé (CHYCS) devant l'Hôpital général de Marañón avait décidé de convoquer pour le 6 novembre une manifestation à l'Hôpital de la Princesa pour protester contre la fermeture de la chirurgie cardiaque dans cet hôpital. Tandis que les occupations et des grèves s'étendaient à la majorité des hôpitaux et centres de santé madrilènes, une assemblée le 8 novembre réunissait les plateformes autonomes de travailleuses et travailleurs de la santé, et d'usagers, fonctionnant en assemblées, qui allaient donner naissance à ce qui s'appellera PATUSALUD, la plateforme assembléiste de travailleurs et usagers de la santé. L'assemblée du 8 novembre a convoqué la « Marche blanche » du 16 novembre, qui a réuni des milliers de personnes, la plupart en blouse blanche, la « Marée blanche », sous le mot d'ordre « La santé publique ne se vend pas, elle se défend ». (Brochure Sobre la Marea blanca du Movimiento Asambleario de Trabajadores-as de la Sanidad, [www.mats-madrid.com](http://www.mats-madrid.com) )

[8] Asociación de Facultativos Especialistas de Madrid, Association de médecins spécialistes de Madrid.

[9] Plataforma Asamblearia de Trabajadores y Usuarios por la Salud Pública de la Comunidad de Madrid y en contra de la privatización, Plateforme assembléiste de travailleurs-euses et usagers pour la santé publique de la Communauté de Madrid et contre la privatisation.